

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**DE LA RÉGIE PERSONNALISÉE D'EXPLOITATION**  
**DE L'AÉROPORT DE BRIVE VALLÉE DE LA DORDOGNE**

L'an deux mille vingt-deux et le 08 décembre à 16h00, le Conseil d'Administration de la Régie Personnalisée d'Exploitation de l'Aéroport de Brive Vallée de la Dordogne, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie de Brive 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE - salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Julien BOUNIE.

La convocation a été établie et affichée le 1<sup>er</sup> décembre 2022.

**DELEGUES PRESENTS :**

Communauté d'Agglomération du bassin de Brive : Monsieur Julien **BOUNIE**, Conseiller Communautaire délégué

Communauté d'Agglomération du bassin de Brive : Monsieur Yves **GARY**, Vice-Président

Communauté d'Agglomération du bassin de Brive : Monsieur François **PATIER**, Conseiller Communautaire délégué

Conseil Départemental de la Corrèze : Madame Pascale **BOISSIERAS**, Conseillère Départementale (Suppléante de M. COMBY)

CCI de la Corrèze : Madame Françoise **CAYRE**, Présidente

**DELEGUES TITULAIRES ABSENTS :**

Conseil Départemental de la Corrèze : Monsieur Francis **COMBY**, Vice-Président

Conseil Départemental de la Corrèze : Monsieur Jean-Jacques **DELPECH**, Conseiller Départemental

Conseil Régional Nouvelle Aquitaine : Monsieur Philippe **NAUCHE**, Vice-Président

Conseil Départemental du Lot : Monsieur Frédéric **GINESTE**, Vice-Président

Le Conseil d'Administration de la Régie Personnalisée, réuni à la majorité de ses membres en exercice a, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, désigné Madame Pascale BOISSIERAS pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

**OBJET DE LA DELIBERATION : 2022-39 – TVA Révision du coefficient de déductibilité 2023**

**RAPPORTEUR : M. Julien BOUNIE, Président**

La régie personnalisée pour l'exploitation de l'Aéroport de Brive-Souillac est un EPIC qui exerce conjointement une mission de service public et une activité commerciale.

De ce fait, elle a un régime d'« assujetti partiel » à la TVA : l'activité de service public étant hors champ de TVA et l'activité commerciale étant intégralement soumise à la TVA.

Les dépenses relatives aux 2 activités (téléphone, électricité, nettoyage des locaux...) sont dites « mixtes » et doivent faire l'objet d'une récupération partielle de la TVA, récupération qui est calculée avec un coefficient de déductibilité.

Ce coefficient est le rapport des recettes commerciales ouvrant droit à récupération de la TVA sur l'ensemble des recettes.


Par délibération du 15 décembre 2021, ce coefficient avait été fixé à 15%, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Les travaux dernièrement effectués par KPMG sur les comptes 2021 établissent ce coefficient de déductibilité à 21,5%.

Je sou mets donc à votre approbation la modification du coefficient de déductibilité pour le fixer à 21,5 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Nombre de membres en exercice :	8
Nombre de membres présents :	5
Nombre de suffrages exprimés :	5
Votes :	
Pour :	5
Contre :	0
Abstention :	0

**Adopté à l'unanimité**

  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil d'Administration  
Julien BOUNIE

Délibération certifiée exécutoire,  
Enregistrée en Sous-Préfecture le 13/12/2022.....

Publiée et notifiée le 13/12/2022.....

Le délai de recours contre cette délibération devant le Tribunal Administratif est fixé à 2 mois à compter de sa publication.